

Audit Etudes et Conseils

SOCIETE INSCRITE A LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SOCIETE INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES

<http://www.aec-experts.fr> - Tel. : 01 40 89 03 83 – Fax : 01 40 89 94 64

CENTRE DE FORMATION MUNICIPAL

15 allée Nelson MANDELA
93290 TREMBLAY EN FRANCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020



CENTRE DE FORMATION MUNICIPAL
15 allée Nelson MANDELA

93290 TREMBLAY EN FRANCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'assemblée générale du CFM

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 1^{er} juillet 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CFM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes



comptables appliqués. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une



fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Levallois, le 27 aout 2021
AUDIT ETUDES ET CONSEILS
Vincent LEGEAI
Commissaire aux Comptes
Membre de la Cie Régionale de PARIS



BILAN ACTIF

Actif

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	16 396	11 905	4 491	
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	79 800	46 944	32 855	17 482
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	443		443	443
Actif immobilisé	96 639	58 849	37 790	17 925
Stocks de matières premières, d'approvisionnements				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stock de marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes				4 521
Créances clients et comptes rattachés	59 832	2 500	57 332	49 933
Autres créances	515 130	9 950	505 180	402 575
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
<i>Dont actions propres</i>				
Disponibilités	144 792		144 792	110 813
Charges constatées d'avance	20 280		20 280	20 809
Actif circulant	740 034	12 450	727 584	588 651
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion (actif)				
TOTAL	836 673	71 299	765 374	606 576

BILAN PASSIF

Passif

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Capital social ou individuel		
<i>Dont versé</i>		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecarts de réévaluation		
<i>Dont écart d'équivalence</i>		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours		
Autres réserves		
<i>Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants</i>		
Report à nouveau	265 969	254 987
RESULTAT DE L'EXERCICE	(55 787)	10 982
Subventions d'investissement	20 859	
Provisions réglementées		
Capitaux propres	231 041	265 969
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques	900	900
Provisions pour charges	13 644	
Provisions pour risques et charges	14 544	900
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
<i>Dont emprunts participatifs</i>		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	184 011	110 031
Dettes fiscales et sociales	107 765	84 685
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	228 013	144 992
Dettes	519 789	339 707
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL	765 374	606 576

COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	France	Export	Montant N	Montant N-1
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	38 662		38 662	49 719
Chiffre d'affaires net	38 662		38 662	49 719
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			627 994	519 341
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges			23 947	24 368
Autres produits			55	2
Produits d'exploitation			690 659	593 429
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variations de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			257 307	191 524
Impôts, taxes et versements assimilés			5 071	2 853
Salaires et traitements			328 612	278 497
Charges sociales			125 667	100 175
Dotations aux amortissements sur immobilisations			7 135	6 602
Dotations aux provisions immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges			13 644	900
Autres charges			172	1
Charges d'exploitation			737 607	580 553
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			(46 948)	12 876
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			359	286
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Produits financiers			359	286
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				

Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Charges financières				
RÉSULTAT FINANCIER			359	286
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(46 590)	13 162
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital			756	
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Produits exceptionnels			756	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			3	2 180
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			9 950	
Charges exceptionnelles			9 953	2 180
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL			(9 197)	(2 180)
Participation des salariés au résultat de l'entreprise				
Impôt sur les bénéfices				
TOTAL DES PRODUITS			691 773	593 715
TOTAL DES CHARGES			747 560	582 733
BÉNÉFICE OU PERTE			(55 787)	10 982

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Rubriques	Charges	Produits
Quote-part de subventions virée au compte de résultat		756
1 ticket restaurant non retiré sur salaire salariée partie	3	
TOTAL	3	756

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR EXERCICES ANTERIEURS

Rubriques	Charges	Produits
Remboursement Malakoff Médéric trop payé 2018 et 2019		734
Chèque de NDF non débité 2018 et frais non remboursés		54
IJSS non remboursées 2017 salariée partie	169	
IJ Prévoyance non passées sur salaire 2019	75	
Annul Provision remboursement formation 2017	750	
TOTAL	995	7888

ANNEXE

PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

(Règlement CRC 99-.02 du 16/02/1999).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base ci-après :

- **Continuité de l'exploitation**
- **Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre**
- **Indépendance des exercices**

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

A. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

B. Amortissements

Les immobilisations incorporelles sont amorties en linéaire sur 2, 3 et 4 ans.

Les immobilisations corporelles sont amorties en linéaire sur 5 ans

C. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu, en fonction du risque encouru.

D. Fonds Associatifs

	31/12/2019	Augmentation	Diminution	31/12/2019
Fonds Associatifs sans droit de reprise	-			-
Report à nouveau	254.987		-10.982	265.969
Résultat l'exercice	10.982	-55.787	10.982	-55.787
Subventions investissements	15.152	21.615	-	36.767
Reprise de subventions	- 15.152	-	-756	- 15.908
Total situation nette	265.969	-34.172	-756	231.041

E. Subventions d'équipements

Elles sont reprises au même rythme que les amortissements des biens subventionnés. L'association a perçu une subvention d'investissements : fonds solidaire de 21.615€ du Département.

F. Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques de redressement Urssaf de 900€ a été constituée en 2019 et sur la ligne provisions pour charges de 13.644€, il s'agit des actions DALE et Maintien dans l'emploi financées par des subventions et qui n'ont pas pu se réaliser à cause de la crise sanitaire et donc reportées sur l'année 2021.

G. Les charges à payer et produits à recevoir

Ils sont constatés toutes taxes.

H. Provisions autres créances

La provision pour non récupération des Indemnités journalières de sécurité sociale de 2017 pour 169€ a été reprise. Une provision pour non récupération de la subvention de la Région pour le projet Sésame de 2.300€ et de la subvention du Département de 7.650€ pour le projet PALE (Prêt à l'Emploi) 20 personnes au lieu de 50.

I. Honoraires du Commissaire aux comptes

Il a été versé en 2020, 4.800€ d'honoraires au titre du contrôle de l'année 2019.

J. Subventions de fonctionnement

Les subventions accordées, au C.F.M, ont été prises en compte sur l'exercice 2020, toutefois, plusieurs conventions sont assorties d'une clause résolutoire et ne seront acquises définitivement qu'à la production de documents administratifs fournis systématiquement, telles que :

- les conventions du Département, la « conduite vers l'emploi : CVE », le « prêt à l'emploi »,
- la Préfecture de Seine-Saint-Denis (C.G.E.T.) cofinance les dispositifs « parcours des jeunes diplômés, des seniors, et des femmes d'actions », « C.V.E », « E-Apprentissage »,
- Paris « Terres d'Envol », dans le cadre du PIA, les actions « chargé de suivi », « C.V.E », « Chargé de suivi et de communication », « Maintien dans l'emploi », « femmes d'actions », « PDMAE »

K. Transferts de chargesDétail du compte :

- Aides reçues de l'A.S.P (Embauche en contrat avenir + CUI)	:	20.721.32
- Annulation provision remboursement formation 2017	:	(750.00)
- Indemnités journalières versées par la Prévoyance	:	3.702.28
- Remboursement Tickets restaurant	:	104.00
	TOTAL :	<u>23.777.60</u>

L. Engagement de la Ville

La Ville de Tremblay-en-France a versé une subvention de fonctionnement de 295.000€ et un complément de 70.000€ contre 293.194€ en 2019.

La Ville met aussi un ensemble de moyens à disposition :

- Des locaux (deux boutiques, eau, électricité, entretien),
- Fournitures diverses (imprimerie, photocopies, administratives),
- Affranchissements,
- La mise à disposition de trois agents.

Certains services de la Ville de Tremblay-en-France n'ayant pas fourni le montant des aides indirectes (le bâtiment, communication, téléphone, informatique), ce qui fait apparaître des variations entre 2019-20 « état évaluation des contributions volontaires en nature ».

M. Engagements de retraite

Compte tenu de l'âge moyen du personnel et de l'ancienneté moyenne relativement faibles, cette mention ne comporte pas un caractère significatif.

N. Conséquences de la crise sanitaire

La France a connu une crise sanitaire sans précédent « le COVID-19 ».

Le rapport d'activités de l'association « fait ressortir » les conséquences :

- Baisse du chiffre d'affaires,
- Diminution des charges ou « gain » sur les dépenses liées à l'activité,
- La mise en place du télétravail,
- La continuité de l'activité à distance,
- Affectation des subventions en fonds dédiés pour les différentes actions non réalisées,
- Etc.

IMMOBILISATIONS

Augmentations

Rubriques	Valeur brute début d'exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions, apports, création, virements
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	11 606		4 790
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	57 590		22 210
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Total des immobilisations corporelles	57 590		22 210
Participations et mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	443		
Total des immobilisations financières	443		
TOTAL	69 639		27 000

Diminutions

Rubriques	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors-service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			16 396	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique et mobilier			79 800	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles			79 800	
Participations et mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			443	
Total des immobilisations financières			443	
TOTAL			96 639	

AMORTISSEMENTS

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	11 606	299		11 905
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Inst générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat de bureau et informatique, mobilier	40 108	6 836		46 944
Emballages récupérables et divers				
Total immobilisations corporelles	40 108	6 836		46 944
TOTAL	51 714	7 135		58 849

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvement net amortissements à la fin de
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnels	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Constructions installations gales							
Inst techniques et outil. indust.							
Inst gales, agencements et divers							
Matériel de transport							
Mat de bureau, infor. et mobilier							
Emballages récupérables et divers							
Total des ventilations immos.							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL GÉNÉRAL							
TOTAL des DOTATIONS		TOTAL DES REPRISES			DOTATIONS-REPRISES		

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges*	900	13 644		14 544
TOTAL	900	13 644		14 544

* détail annexe

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	2 500			2 500
Autres provisions pour dépréciation*	169	9 950	169	9 950
TOTAL	2 669	9 950	169	12 450
TOTAL GÉNÉRAL	3 569	23 594	169	26 994

* détail annexe

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	443		443
Total de l'actif immobilisé	443		443
Clients douteux ou litigieux	2 500		2 500
Autres créances clients	57 332	19 832	37 500
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	7 789	7 591	198
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 717	7 717	
Etat – Impôts sur les bénéfiques			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	133	109	24
Etat – Divers	499 491	252 346	247 145
Groupes et associés			
Débiteurs divers			
Total de l'actif circulant	574 962	287 596	287 367
Charges constatées d'avance	20 280	20 280	
TOTAL	595 685	307 875	287 810

Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	184 011	183 311	700	
Personnel et comptes rattachés	54 063	54 063		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	48 838	48 838		
Impôts sur les bénéfiques				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	4 863	4 863		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	228 013	228 013		
TOTAL	519 789	519 089	700	

PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	
- Autres créances	9 753
<i>dont avoirs à recevoir</i>	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	9 753

Autres créances :

- Provisions IJSS non saisies sur salaires 2020	:	9,541.55
- Provisions IJ Prévoyance à recevoir	:	211.04

CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 390
Dettes fiscales et sociales	81 569
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	90 959

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Rubriques	Charges	Produits
Conduite vers l'emploi 05/10/19 au 31/3/20	16.372.88	33.127.93
Dispositif maintien dans l'emploi		22.500.00
La Cité de l'emploi		100.000.00
Parcours Femmes d'actions		64.385.55
Assurances	3.338.50	
Abonnements	309.00	
Locations JAE	259.42	
A l'aise dans mes recherches		8.000.00
TOTAL	20.279.80	228.013.48

EMPLOIS ET EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Emplois des contributions volontaires en nature	2020	2019
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	725	15.034
Prestations en nature	67.791	69.879
Personnel bénévole		
TOTAL	68.516	84.914

Ressources des contributions volontaires en nature	2020	2019
Bénévolat		
Prestations en nature	68.516	84.914
Dons en nature		
TOTAL	68.516	84.914

VENTILATION DE L'FFECTIF DE L'ENTREPRISE

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'entreprise.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'entreprise.

Rubriques	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Ingénieurs et cadres	2	1
Agents de maîtrise et techniciens	9	2
Employés		
Ouvriers		
TOTAL	11	3

Salariés de la Ville de Tremblay-en-France mis à disposition